

1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : poursuivre l'assainissement budgétaire et la diversification¹

Les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) continuent de s'adapter à la baisse des cours du pétrole, qui a freiné la croissance et contribué à d'importants déficits budgétaires et extérieurs. Un fléchissement des cours a été observé récemment, malgré la prolongation des réductions de production arrêtée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et l'affermissement de la reprise mondiale. On assiste à un redressement général de la croissance hors pétrole, mais les perspectives de modération de la croissance à moyen terme soulignent la nécessité de poursuivre la diversification et le développement du secteur privé. La plupart des pays ont adopté des stratégies de diversification ambitieuses et établissent des programmes de réforme détaillés, mais ils devraient en accélérer la mise en œuvre, en particulier pour exploiter l'élan plus vigoureux de la croissance mondiale. Les pays exportateurs de pétrole devraient suivre leurs programmes de réduction des déficits pour préserver la stabilité budgétaire et, le cas échéant, soutenir l'arrimage de leur monnaie. Certains pays devront définir de nouvelles mesures d'assainissement budgétaire, tout en préservant les dépenses sociales et axées sur la croissance. Les risques d'instabilité financière semblent faibles même s'il subsiste des poches de vulnérabilité. Dans les pays en conflit, les perspectives demeurent très incertaines, la croissance étant subordonnée à la sécurité.

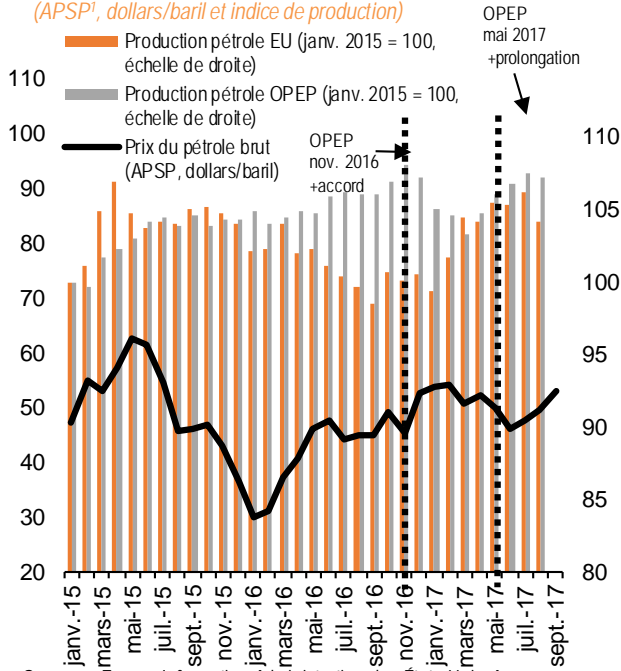
Les cours du pétrole devraient peu fluctuer

Le pétrole s'échange aux environs de 50–60 dollars le baril, contre en moyenne 43 dollars l'an dernier (graphique 1.1). En mai 2017, l'OPEP et plusieurs producteurs non membres de l'OPEP ont prorogé leur accord de réduction de la production jusqu'au premier trimestre 2018. Néanmoins, malgré cet accord étendu, les perspectives de prix ont été revues à la baisse depuis la Mise à jour de mai 2017 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* (graphique 1.2; voir également le dossier spécial sur les marchés des matières premières dans l'édition d'octobre 2017 des *Perspectives de l'économie mondiale*), l'hypothèse du FMI relative aux cours pétroliers à moyen terme et fondée sur le marché à terme demeurant proche des niveaux actuels.

¹Préparé par Bruno Versailles (auteur principal), Olumuyiwa Adedeji, Botir Baltabaev, Magali Pinat et Ling Zhu. Sebastián Herrador, Brian Hiland et Jorge de León Miranda ont apporté leur concours en matière de recherche.

Graphique 1.1
Pétrole : prix et production

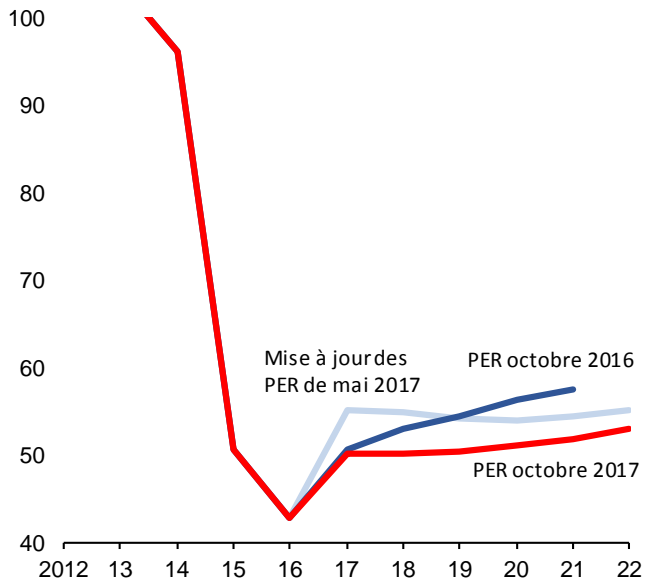
(APSP¹, dollars/baril et indice de production)



Sources : Energy Information Administration des États-Unis; Agence internationale de l'énergie.
¹APSP = cours comptant moyen du pétrole; moyenne des cours du U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate.

Graphique 1.2
Hypothèses pour les prix du pétrole

(APSP¹, dollars/baril)



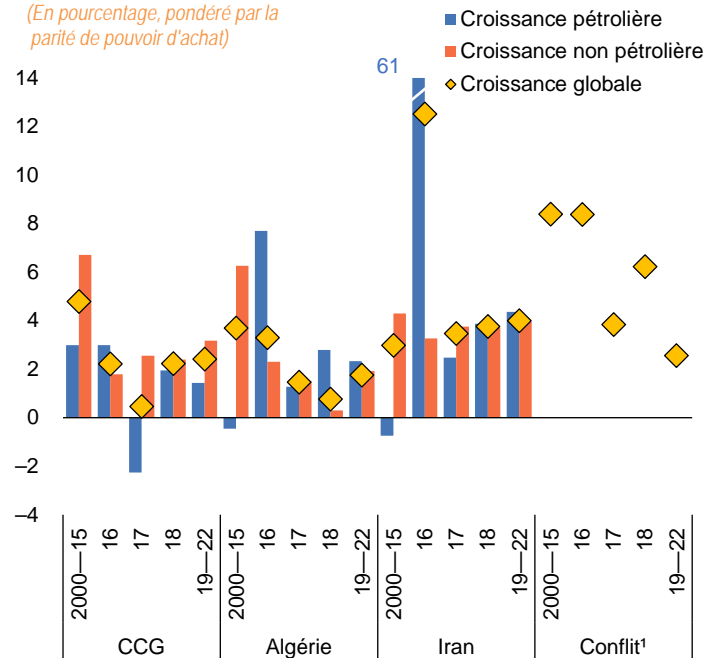
Source : calculs des services du FMI.
Note : PER = Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale.
¹APSP = cours comptant moyen du pétrole; moyenne des cours du U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate.

Des perspectives de croissance plus faibles

L'assainissement budgétaire, la production pétrolière et les conflits régionaux ont été les principaux déterminants de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Le bas niveau des cours mondiaux du pétrole continue d'avoir des répercussions sur la croissance hors pétrole, qui devrait rester en dessous des moyennes historiques (graphique 1.3). Parmi les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la croissance globale devrait atteindre son niveau le plus bas, à environ 0,5 % en 2017, du fait de l'accord piloté par l'OPEP, qui restreint la production. En revanche, la croissance hors pétrole devrait revenir à environ 2,6 % en 2017–18, car l'assainissement des finances publiques, qui a pesé de manière non négligeable sur la croissance durant les deux dernières années (graphique 1.4), tend à

Graphique 1.3
Croissance du PIB réel

(En pourcentage, pondéré par la parité de pouvoir d'achat)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Pays en conflit : Iraq, Libye et Yémen.

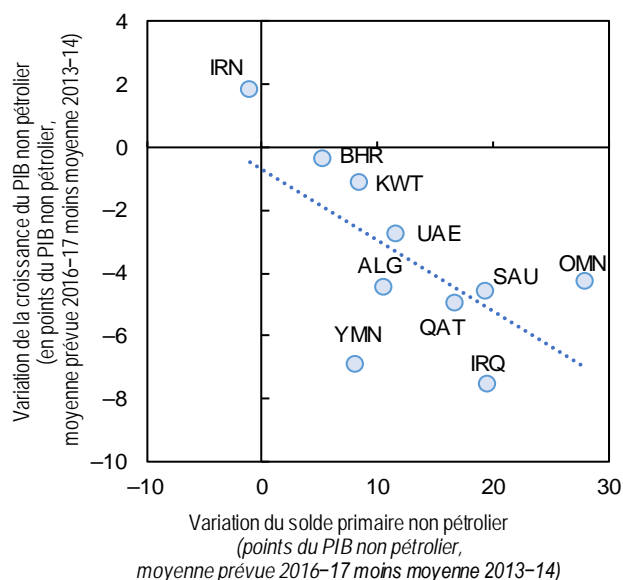
ralentir². Il reste que les projections concernant la croissance pétrolière et hors pétrole sont légèrement inférieures à celles de la Mise à jour de mai 2017 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

La faiblesse des cours du pétrole devrait aussi freiner la croissance à moyen terme : dans les pays du CCG, la croissance hors pétrole sera vraisemblablement modeste, à 3,4 % en 2022, inférieure environ de moitié aux 6,7 % de la période 2000–15. Les pays du CCG qui disposent de volants de sécurité plus confortables, comme les Émirats arabes unis et le Koweït, ajustent progressivement leur situation budgétaire, ce qui leur permet de garder leur croissance hors pétrole relativement stable. La crise diplomatique qui oppose le Qatar à plusieurs autres pays ne devrait avoir qu'une incidence limitée sur la croissance régionale à ce stade (encadré 1.1). Une crise prolongée pourrait toutefois affaiblir les perspectives de croissance à moyen terme, non seulement au Qatar mais aussi dans d'autres pays du CCG.

En ce qui concerne l'Algérie, l'un des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, la croissance devrait atteindre un creux (0,8 %) l'an prochain du fait des réductions de dépenses envisagées, pour remonter à 2,4 % d'ici 2022. Également dans ce groupe, l'Iran a réajusté à la hausse la croissance de son PIB en 2016, de 6,5 % à 12,5 %, après avoir modifié sa méthode de mesure et revu à la hausse la croissance non pétrolière. Cette année, la croissance iranienne devrait néanmoins chuter à 3,5 %, car l'augmentation de la production de pétrole liée à la fin des sanctions s'atténue.

Les perspectives des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP touchés par des conflits restent subordonnées aux conditions de sécurité et aux capacités de production. La production pétrolière de la Libye est passée à 1 million de barils par jour (mbl/j) à la mi-2017, en hausse notable par rapport à l'an dernier (0,4 mbl/j). En Iraq, la production, qui avait considérablement augmenté en 2016, stagne depuis le début de l'année. Les progrès dans la lutte contre l'État islamique aideront l'économie non pétrolière à redémarrer, même si le budget resserré de 2017 destiné à compenser de précédents dérapages budgétaires a entraîné une révision à la baisse des prévisions relatives à la croissance iraquienne hors pétrole en 2017 par rapport ce qu'indiquait la Mise à jour de mai 2017 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*. L'économie yéménite devrait à nouveau se contracter cette année. À moyen terme, la croissance des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en proie à des conflits devrait ralentir, car la hausse considérable de la production observée récemment limite les possibilités de nouveaux gains.

Graphique 1.4
L'assainissement budgétaire a freiné la croissance



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'élimination des subventions n'apparaît peut-être pas totalement dans le solde primaire non pétrolier du Bahreïn. Les codes pays sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

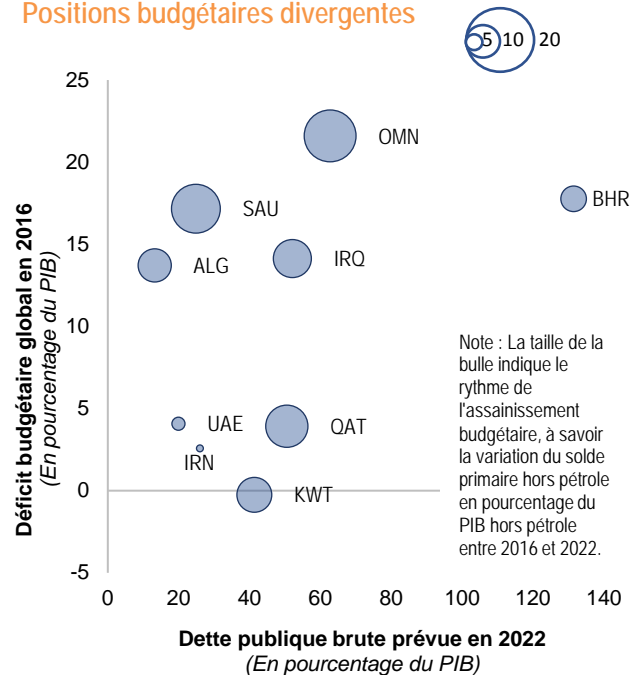
²Les soldes primaires hors pétrole ont progressé de 11,5 % entre 2014 et 2016, mais ne devraient augmenter que de 5,3 % pour la période 2016–18.

L'assainissement progressif des finances publiques devrait se poursuivre

La baisse des cours pétroliers a contribué à des déficits budgétaires élevés parmi les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Les déficits ont bondi de 1,1 % du PIB en 2014 à 10,6 % en 2016, mais devraient redescendre à 5,2 % cette année grâce au léger rétablissement des cours du pétrole et aux efforts notables de réduction des déficits. Sur la période 2018–22, les déficits cumulés devraient atteindre 320 milliards de dollars.

Dans la région MOANAP, les progrès restent toutefois inégaux d'un pays exportateur à l'autre (graphique 1.4) et, trois ans après la première chute des cours, les situations budgétaires et les perspectives varient. Environ la moitié de ces pays (Émirats arabes unis, Iran, Koweït, Qatar) affichaient un déficit budgétaire inférieur à 5 % du PIB en 2016, contre des déficits très supérieurs à 10 % pour l'autre moitié (graphique 1.5). Les pays à faible déficit disposent généralement de volants de sécurité substantiels (Émirats arabes unis, Koweït, Qatar) ou sont moins dépendants des recettes pétrolières (Iran) et prévoient une adaptation progressive de leurs budgets à la baisse des cours. L'Algérie et l'Arabie saoudite ont annoncé des programmes d'assainissement ambitieux, même si les deux pays pourraient opter pour un ajustement plus progressif à court terme afin de limiter les effets négatifs sur la croissance. D'autres pays, en revanche, devraient s'employer plus activement à réduire leur endettement (Bahreïn, Oman). Le plan budgétaire ambitieux de l'Iraq, appuyé par un accord de confirmation avec le FMI, vise à équilibrer le budget et réduire la dette à moyen terme. Cependant, aucun des exportateurs de pétrole de la région MOANAP, pas même ceux qui devraient théoriquement enregistrer des excédents à moyen terme, n'accumule assez de ressources pour préserver le bien-être économique des générations futures quand les réserves d'hydrocarbures seront épuisées.

Graphique 1.5
Positions budgétaires divergentes



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

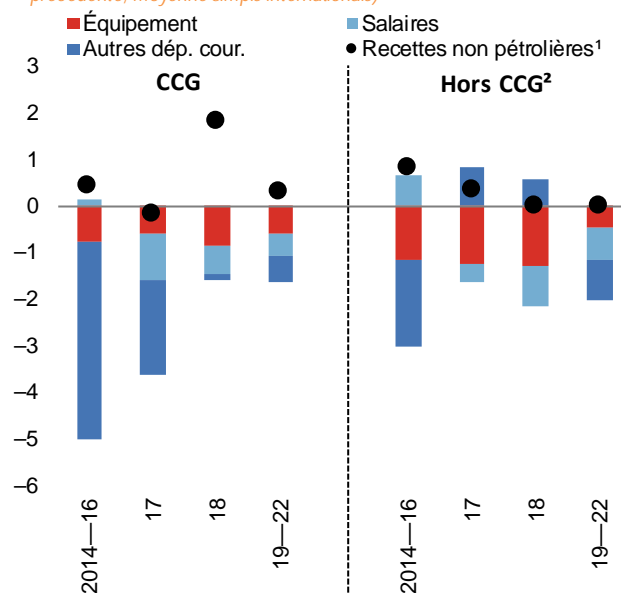
Les plans budgétaires des pays du CCG prévoient diverses mesures : nouvelles réductions des dépenses récurrentes non salariales, réduction de la masse salariale publique en pourcentage du PIB, nouvelles coupes dans les dépenses d'équipement, augmentation des recettes non pétrolières avec, en particulier,

l'introduction de taxes à la valeur ajoutée (prévues à compter de janvier 2018) et de droits d'accise (graphique 1.6)³. Les gouvernements devraient aussi profiter du faible niveau des cours pétroliers pour parachever les réformes des prix de l'énergie⁴. En ce qui concerne les pays non membres du CCG, l'assainissement prévu par l'Iraq se fonde essentiellement sur de nouvelles coupes dans les investissements publics et une modération des salaires. En Algérie aussi, l'ajustement cible principalement les dépenses, en particulier les investissements publics. En Iran, les efforts budgétaires visent notamment à élargir l'assiette de l'impôt pour diminuer la dépendance à l'égard des recettes pétrolières, ce qui créerait également une marge de manœuvre pour faire face à la hausse des dépenses liées au vieillissement, aux coûts potentiels de recapitalisation des banques et aux paiements d'intérêts résultant de la titrisation des arriérés.

L'assainissement budgétaire est favorisé par l'amélioration constante des cadres et institutions

budgétaires. À cet égard, des progrès très notables sont observés en ce qui concerne l'établissement de cadres budgétaires à moyen terme en Arabie saoudite, en Algérie, au Koweït et au Qatar, mais aussi aux Émirats arabes unis (au niveau fédéral et de chaque émirat). Des unités macrobudgétaires ont été mises en place en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, au Koweït, à Oman et au Qatar. En Iraq, l'identification et le traitement des arriérés et des garanties publiques progressent. Dans ces domaines, le FMI aide les pays membres en leur fournissant une assistance technique. Un nouveau modèle de gestion de la masse salariale publique, qui met l'accent sur la qualité des diagnostics, la complémentarité avec les autres réformes et la nécessité d'institutions adaptées, est indispensable pour stimuler une croissance solidaire et la viabilité des budgets dans la région (Tamirisa *et al.*, à paraître). Plus globalement, un renforcement de la gestion des finances publiques, consistant entre autres à améliorer la transparence et la responsabilisation, appuierait les efforts d'assainissement budgétaire et élargirait la marge de

Graphique 1.6
Variation des dépenses et des recettes non pétrolières
(En pourcentage du PIB non pétrolier, variation par rapport à l'année précédente, moyenne simple internationale)



Source : calculs des services du FMI.

¹La série relative aux recettes non pétrolières du Conseil de coopération du Golfe (CCG) exclut le Koweït en raison d'interruptions dans sa série relatives aux paiements des Nations Unies.

²Y compris Algérie, Iran et Iraq.

³Pour ne pas compromettre la croissance, l'assainissement des finances publiques devrait généralement prévoir d'augmenter les recettes non pétrolières, qui demeurent actuellement très basses dans la région (FMI, 2016a), de cibler les coupes dans les dépenses courantes, de poursuivre la réforme des subventions à l'énergie en protégeant les catégories les plus pauvres et d'améliorer l'efficacité des investissements publics. En règle générale, la meilleure solution est de panacher ces mesures en fonction de la situation particulière de chaque pays. Pour plus de détails, voir Sommer *et al.* (2016).

⁴Depuis quelques années, les pays exportateurs de pétrole de la région ont sensiblement réduit leurs subventions à l'énergie, du fait de la baisse des cours mondiaux et de l'adoption de nouveaux cadres nationaux de tarification des carburants. Dans les pays du CCG, les subventions à l'énergie avant impôt ont baissé de 116 milliards de dollars en 2014 à 47 milliards de dollars en 2016 selon des estimations (FMI, 2017). Des mécanismes de compensation sont mis en place en Arabie saoudite (pour l'énergie) et à Oman (pour le carburant ordinaire) et de nouvelles modifications sont apportées aux grilles de tarification.

manœuvre. L'Arabie saoudite a commencé à publier des rapports financiers trimestriels, ce qui constitue un net progrès en matière de transparence budgétaire.

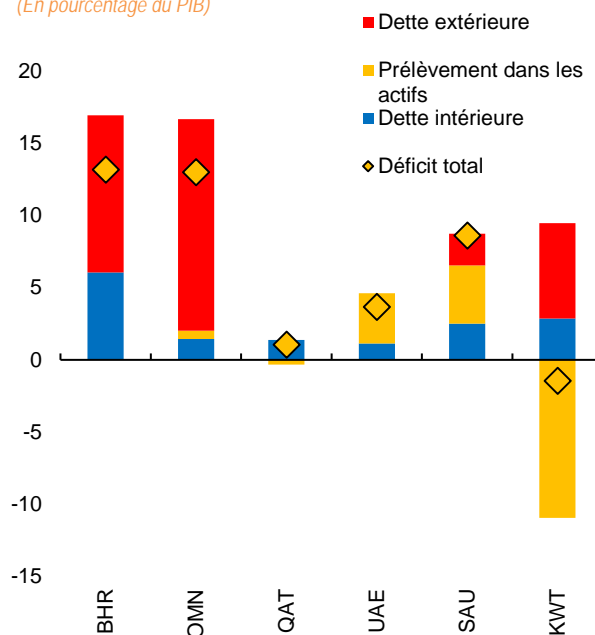
L'émission de créances reste la principale source de financement du déficit

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP continuent d'émettre des créances pour satisfaire les besoins de financement de leur budget. Les pays qui ont accès aux marchés financiers internationaux y ont largement recours : au premier semestre de 2017, les pays du CCG ont émis des créances pour un montant d'environ 30 milliards de dollars, car les conditions sur ces marchés restent favorables (graphique 1.7). Si les émissions internationales évitent d'évincer le crédit au secteur privé, en particulier étant donné les capacités limitées des marchés financiers intérieurs, les émissions intérieures peuvent favoriser le développement progressif d'un marché financier (par exemple en Arabie saoudite). Un recours accru au financement intérieur réduirait aussi les conséquences d'une détérioration des conditions sur les marchés internationaux. Dans certains cas, les pays se sont adressés aux marchés internationaux pour reconstituer leurs volants de sécurité.

En général, les décisions en matière d'emprunt et d'investissement doivent s'inscrire dans une vaste stratégie de gestion des actifs et des passifs qui tient compte de l'évolution et des risques macrofinanciers⁵. Pour favoriser cette approche, des bureaux de gestion de la dette ont été mis en place au Koweït, à Oman et en Arabie saoudite, et ont été renforcés à Abou Dhabi et à Dubaï. Il est possible de réduire les risques en émettant des créances à plus longue échéance (par exemple, Oman a émis une obligation à 30 ans en mars 2017), bien qu'il y ait des compromis en ce qui concerne le coût. En dehors de la région du CCG, les émissions intérieures de créances (y compris une certaine monétisation du déficit) constituent la stratégie de financement privilégiée, parce que les possibilités de financement extérieur sont plus limitées (Iran, Iraq, Libye, Yémen).

Graphique 1.7

Besoins de financement prévus dans le CCG¹, 2017 (En pourcentage du PIB)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

¹Un emprunt au-delà du montant du déficit budgétaire implique des créances à moyen et à long terme arrivant à expiration qui doivent être refinancées; le refinancement des bons du Trésor est exclu. Des valeurs négatives signifient que les autorités reconstituent leurs volants de sécurité.

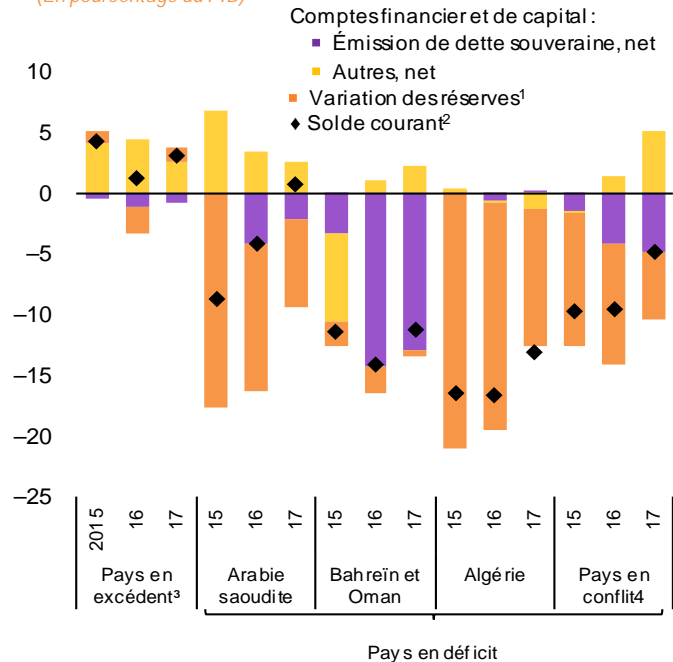
Des capitaux privés pourraient contribuer à combler les déficits extérieurs

Du fait de la baisse des prix du pétrole, le solde des transactions extérieures courantes des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP est passé d'un excédent de 228 milliards de dollars en 2014 (8,8 % du PIB) à un déficit de 77 milliards de dollars en 2016 (3,6 % du PIB) (graphique 1.8). Le solde global devrait redevenir légèrement excédentaire en 2019. Cependant, les pays dont le déficit est

⁵Voir le chapitre 5 de l'édition d'octobre 2016 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

persistant, dont les volants de sécurité financiers sont faibles et dont le taux de change est peu flexible sont confrontés à des problèmes de financement extérieur. Ces développements soulignent qu'il importe de continuer d'assainir les finances publiques pour promouvoir des régimes de taux de change fixe et d'opérer des réformes structurelles pour attirer des capitaux privés étrangers. Dans ce contexte, des progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de l'accès des investisseurs étrangers au marché de capitaux (par exemple en Arabie saoudite). Cependant, l'adoption de nouvelles lois sur l'investissement étranger a été reportée dans certains pays (Émirats arabes unis, Oman). D'autres réformes visant à accroître la compétitivité et à favoriser la diversification de l'économie contribueraient aussi à réduire les déficits extérieurs (voir section ci-dessous sur les réformes structurelles). En fonction de la situation conjoncturelle, un durcissement de la politique monétaire peut aussi faciliter l'ajustement extérieur dans les pays dont la monnaie n'est pas rattachée en attirant des investissements de portefeuille supplémentaires.

Graphique 1.8
Financement du compte courant
(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Net (+ = hausse).
²Les différences entre le solde courant et la somme des postes de financement s'expliquent par les effets des variations de change, ainsi que par les erreurs et omissions.
³Pays ayant un solde courant en moyenne en excédent pour 2014-17; y compris Émirats arabes unis, Iran, Koweït et Qatar.
⁴Iraq, Libye et Yémen.

Résilience persistante du secteur financier

Jusqu'à présent, les secteurs financiers sont restés plus ou moins résilients face à la baisse des prix des hydrocarbures. Les banques dans la région du CCG et en Algérie restent bien capitalisées, avec des ratios de fonds propres généralement bien supérieurs au minimum réglementaire, et rentables. Cependant, il existe des tensions : la rentabilité des banques continue de faiblir dans certains pays, notamment en raison d'une augmentation des coûts de défaillance (Émirats arabes unis) et d'une baisse des marges de taux d'intérêt sur fond de concurrence accrue pour les dépôts (Oman). Si la part des prêts improductifs n'a guère changé dans la plupart des pays du CCG, elle a augmenté en Algérie, et le risque d'une détérioration de la qualité des actifs subsiste, avec une hausse des prêts à mention spéciale (Oman) et des prêts rééchelonnés (Émirats arabes unis). Les systèmes bancaires demeurent faibles en Iraq et en Iran. L'Iraq met l'accent sur la mise en place d'une stratégie pour s'attaquer aux problèmes des banques publiques; en Iran, la réforme bancaire est en cours et exigera des recapitalisations et des restructurations.

La plupart des banques centrales des pays de la région du CCG ont relevé leur taux directeur en parallèle avec la Réserve fédérale américaine, ce qui a entraîné une augmentation des taux interbancaires et débiteurs. Cependant, l'augmentation modeste des prix du pétrole et l'assouplissement des contraintes de trésorerie de l'État qui en découle ont contribué à réduire les tensions sur la liquidité dans certains

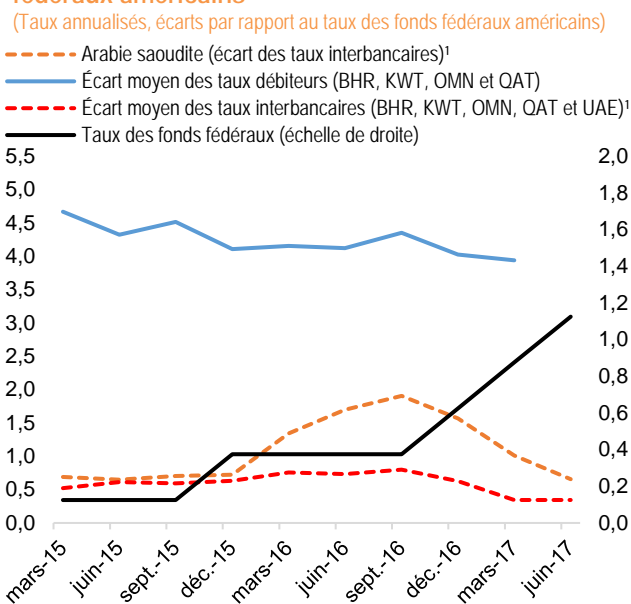
pays, notamment en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, et les écarts de taux interbancaires (et débiteurs) se sont réduits, limitant la répercussion de la hausse des taux directeurs (graphique 1.9).

L'amélioration modeste de la liquidité apparaît aussi dans l'accélération de la croissance des dépôts (graphique 1.10). Néanmoins, les dépôts des non-résidents et le financement de gros restent une source de financement importante pour les banques, en particulier aux Émirats arabes unis et au Qatar (encadré 1.1), ce qui les expose aux variations des conditions de liquidités mondiales. Après un ralentissement généralisé l'an dernier, la croissance du crédit au secteur privé s'est stabilisée dans la région du CCG et en Algérie (graphique 1.10). Cependant, elle reste bien plus lente qu'avant la chute des prix du pétrole.

Les dirigeants continuent de renforcer leurs dispositifs de gestion des liquidités et cadres de politique prudentielle. On peut citer comme exemple la réintroduction d'instruments de refinancement (Algérie), la mise en place d'exigences de liquidités (Bahreïn), l'introduction d'un taux de référence interbancaire (Oman), le développement du marché de capitaux national (Arabie saoudite), le renforcement du dispositif macroprudentiel (Arabie saoudite, Bahreïn, Qatar), la mise en place d'un nouveau dispositif de gouvernance pour les banques islamiques (Koweït), l'établissement d'instruments d'apport de liquidités pour les banques islamiques (Oman) et la rédaction de nouvelles lois sur la banque centrale et les banques (Émirats arabes unis, Iran).

Le bas niveau des prix du pétrole, conjugué au cycle en cours de relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis, continuera de peser sur la qualité des actifs bancaires, ce qui nuit à la capacité des banques de fournir du crédit au secteur privé et contribue à affaiblir la croissance. Le développement des marchés de capitaux nationaux devrait constituer une réforme prioritaire pour veiller à ce que le développement du secteur non pétrolier bénéficie d'un financement adéquat. Les dirigeants devraient examiner comment exploiter au mieux les possibilités que représentent les rapides innovations

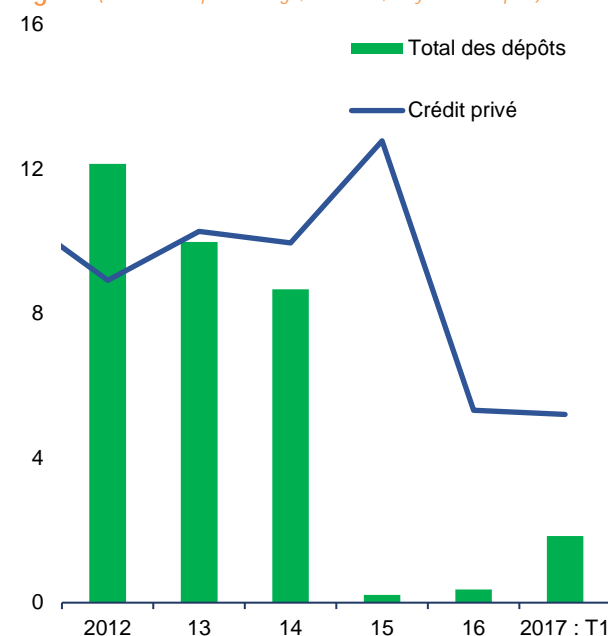
Graphique 1.9
Taux interbancaires et débiteurs/taux des fonds fédéraux américains



Sources : Haver Analytics; FMI, *International Financial Statistics*.

¹ Il s'agit des taux à 3 mois, sauf pour Oman, où le taux au jour le jour a été utilisé.

Graphique 1.10
Croissance du crédit et des dépôts dans le CCG et en Algérie (Variation en pourcentage, sur un an, moyennes simples)



Sources : Haver Analytics; calculs des services du FMI.

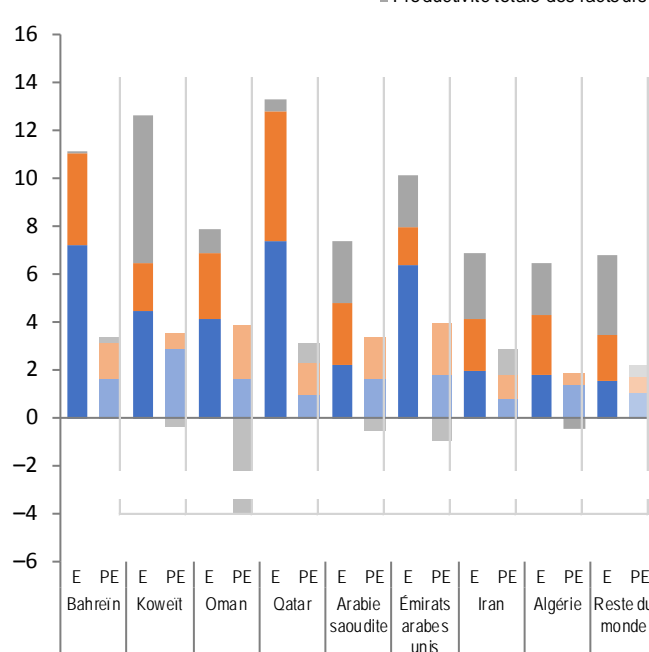
technologiques dans le secteur financier, notamment pour améliorer l'accès au crédit, tout en gérant les risques y afférents (chapitre 5).

Poursuivre les réformes structurelles

Étant donné la baisse des prix du pétrole, il est devenu urgent pour les pays exportateurs de pétrole de s'éloigner de la redistribution des recettes pétrolières au moyen de dépenses publiques et de subventions énergétiques. À cet effet, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont présenté des stratégies de diversification ambitieuses, mais les perspectives de croissance à moyen terme restent en deçà des moyennes historiques sur fond de l'assainissement en cours des finances publiques. Cela souligne de nouveau qu'il est nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment pour profiter de l'occasion qui est offerte par la reprise cyclique de la croissance mondiale⁶.

En dehors des craintes concernant la viabilité des finances publiques et les chiffres de croissance, le modèle de développement existant a offert des gains de productivité — le facteur principal à long terme d'une augmentation du niveau de vie⁷ — décevants. Selon une récente étude du FMI (2016b), la productivité dans la région du CCG contribue généralement peu à la croissance par rapport aux autres pays, à l'inverse du travail (graphique 1.11). Cette observation reflète des politiques qui sont favorables à l'emploi de travailleurs étrangers à faible salaire dans le secteur privé, conjuguées à des salaires élevés pour les ressortissants locaux qui travaillent dans le secteur public. Cette étude note aussi que, globalement, il existe une association positive entre les contributions du capital et de la productivité à la croissance pendant des périodes de croissance élevée, ce qui porte à croire que les gains de productivité accroissent la rentabilité des entreprises et encouragent l'investissement privé, et vice versa. Il est intéressant de noter que, si la composition de la croissance en Algérie et en Iran est très proche de la tendance mondiale typique, le lien productivité–investissement est absent dans une large mesure dans la région du CCG.

Graphique 1.11
Comptabilité de la croissance
(Contributions moyennes à la croissance)



Source : FMI (2016b).

Note : E = période de croissance élevée; PE = période de croissance pas élevée. Les épisodes de croissance couvrent la période 1970–2014. Une période de croissance élevée est une période où la croissance est supérieure à 4 % par an pendant au moins cinq années consécutives; sinon, la période est considérée comme une période de croissance non élevée.

⁶Le chapitre 4 examine plus en détail les implications, pour la croissance, de stratégies de diversification efficaces qui stimulent le commerce.

⁷Voir Adler *et al.* (2017), et Mitra *et al.* (2016).

Ces observations soulignent l'importance des réformes du marché du travail et de l'éducation pour faciliter la diversification de l'économie et le développement du secteur privé. Par exemple, l'Arabie saoudite réforme ses systèmes de formation et d'éducation, cible mieux ses subventions salariales, relève les taxes sur les travailleurs expatriés (pour réduire l'écart de salaire entre les Saoudiens et les expatriés) et affine le système de quotas (Nitaqat) en introduisant des programmes qui exigent que tous les salariés dans certains secteurs soient des Saoudiens. Néanmoins, dans l'ensemble de la région du CCG, il restera essentiel d'attirer des travailleurs expatriés qualifiés pour maintenir la compétitivité, et les réformes du marché du travail doivent viser à accroître la productivité et à encourager les ressortissants locaux à travailler dans le secteur privé. À cette fin, le Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar ont opéré des réformes bienvenues de leur système de visas, qui autorise une plus grande mobilité interne des travailleurs expatriés. Un nouveau projet de loi au Qatar octroierait à certains travailleurs expatriés un statut de résident permanent. Les pays où le système des visas limite encore la mobilité des expatriés profiteraient de réformes similaires. L'Iran et Oman prennent des mesures pour mieux aligner leur système d'éducation et de formation sur les besoins des employeurs, notamment en introduisant des cours d'entrepreneuriat dans les programmes scolaires (Iran). Cependant, la modernisation attendue des lois du travail à Oman reste en attente. Une augmentation de la formalité de l'économie et du taux d'activité, en particulier des femmes, serait bénéfique pour la productivité et la croissance dans l'ensemble de la région. Globalement, les améliorations apportées au fonctionnement du marché du travail et au système d'éducation auront probablement des coûts budgétaires, ce qui renforce les arguments en faveur d'un assainissement propice à la croissance comme décrit dans la section sur le budget (note 2 en bas de page).

Les dirigeants prennent aussi des mesures pour améliorer le climat des affaires de manière plus générale afin d'encourager l'investissement privé et la création d'emplois. Ces réformes propices à la croissance sont devenues plus urgentes étant donné l'assainissement budgétaire qui s'impose. En Algérie, le gouvernement a commencé à formuler une vaste stratégie qui modifierait le modèle économique du pays pour l'axer sur une croissance tirée par le secteur privé. En Iran, le sixième plan national de développement vise à développer le secteur privé et à réduire la dépendance à l'égard du pétrole. Les pays du CCG ont déjà engagé des stratégies ambitieuses de développement national, et les autorités passent maintenant à la phase d'exécution. L'une des tâches principales à cet égard consistera à intégrer ces stratégies dans des cadres macroéconomiques solides à moyen terme. En Arabie saoudite, les dirigeants formulent des mesures particulières pour mettre en œuvre la Vision 2030, avec un système de suivi qui est axé sur des indicateurs de résultats. Les Émirats arabes unis et Oman ont de la même manière introduit des indicateurs de résultats, tandis que, au Qatar, la deuxième stratégie nationale de développement met aussi l'accent sur un suivi et une évaluation robustes. Le rôle du secteur privé est encore accru grâce à des programmes de privatisation (dans 16 secteurs en Arabie saoudite, y compris la vente éventuelle de certaines parties d'ARAMCO, et à Oman) et au développement de partenariats public-privé (Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Oman, Qatar). L'Arabie saoudite a lancé récemment le programme d'élimination des obstacles au secteur privé afin d'améliorer le climat des affaires. Plusieurs réformes importantes ont été mises en œuvre dans le cadre de ce programme, notamment pour développer les marchés de capitaux, accélérer le dédouanement, mettre à jour la loi sur la concurrence et mettre en place une loi sur les crédits hypothécaires commerciaux. Parmi les autres mesures presque achevées figurent des lois sur l'insolvabilité et la concurrence. Dans d'autres pays, les avancées incluent l'établissement de guichets uniques pour l'enregistrement et l'agrément des entreprises (Koweït, Oman, Qatar), l'accélération des procédures douanières (Bahreïn, Oman), la

protection des investisseurs minoritaires (Arabie saoudite, Émirats arabes unis), des initiatives favorisant le développement des petites et moyennes entreprises (Algérie, Oman) et l'amélioration de l'accès au crédit (Bahreïn, Émirats arabes unis, Oman).

À terme, il convient aussi de continuer de s'efforcer d'améliorer la gouvernance et la transparence des institutions, de renforcer la responsabilisation et d'accroître l'efficacité de l'État pour étayer la confiance du secteur privé (Banque mondiale, 2017). Il reste important d'améliorer la gouvernance et de s'attaquer aux risques de corruption, en particulier dans les pays touchés par des conflits (voir encadré 2.1 de l'édition d'octobre 2016 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

Des risques assombrissent les perspectives

Les facteurs qui influent sur la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP restent orientés à la baisse. Une incertitude considérable entoure les perspectives des prix du pétrole, mais, globalement, la volatilité des prix semble être davantage un risque de dégradation, étant donné le niveau considérable des déficits budgétaires et courants. Il subsiste aussi des risques liés aux conflits régionaux et à l'évolution géopolitique, notamment la crise diplomatique entre le Qatar et d'autres pays. La région est aussi exposée à d'autres risques, de nature plus mondiale, par exemple l'adoption éventuelle de politiques de repli sur soi dans les pays avancés. Cette évolution pourrait influencer sur la croissance mondiale, avec un impact sur les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, surtout si ces politiques font baisser les prix du pétrole. Une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire aux États-Unis pourrait entraîner un durcissement plus rapide des conditions financières mondiales et une forte appréciation du dollar américain, ce qui accroîtrait le coût et réduirait l'offre de financements internationaux, en particulier pour les pays moins bien notés, et renforcerait les arguments en faveur d'un assainissement des finances publiques. Par contre, des facteurs de hausse mondiaux, y compris une reprise mondiale plus solide et plus durable, contribueraient à une accélération de la croissance dans la région.

Encadré 1.1. Implications économiques de la crise diplomatique avec le Qatar¹

Après le choc initial des mesures du 5 juin, l'économie du Qatar et les marchés financiers s'ajustent à l'impact de la crise diplomatique.

Le 5 juin 2017, un certain nombre de pays, y compris l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte et les Émirats arabes unis, ont rompu leurs relations diplomatiques et économiques avec le Qatar. Ces quatre pays ont aussi fermé leur espace aérien aux vols de Qatar Airways, et la frontière terrestre entre le Qatar et l'Arabie saoudite a été fermée. Certaines banques dans la région ont aussi réduit leurs transactions avec des clients liés au Qatar.

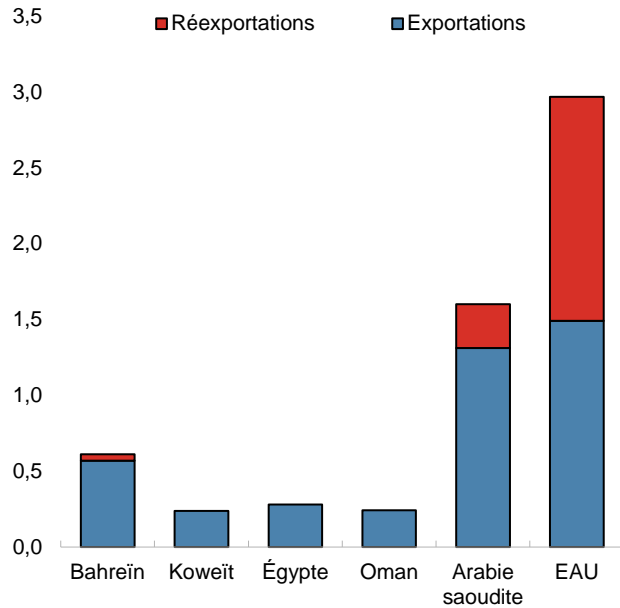
L'impact économique de cette crise s'est fait sentir au Qatar sous forme de perturbations des flux commerciaux et financiers. Environ un sixième des importations du pays sont produites dans des pays qui imposent des restrictions commerciales, et une part élevée des autres importations transite par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (graphique 1.1.1). Une partie des échanges commerciaux a été réacheminée via le Koweït et Oman, et d'autres sources d'approvisionnement alimentaire ont été établies, ce qui atténue les craintes de pénurie. On s'inquiétait initialement que les perturbations des échanges commerciaux influent sur l'exécution de projets importants dans les infrastructures, mais cette crainte a été atténuée par l'existence de stocks de matériaux de construction et d'autres sources concurrentielles d'importations. En outre, le Qatar redouble d'efforts pour encore diversifier les sources de ses importations et de son financement extérieur, ainsi que pour améliorer la transformation alimentaire intérieure.

Des tensions financières ont vu le jour. Le déclassement de la notation souveraine du Qatar et de ses perspectives a fait monter les taux d'intérêt interbancaires, et les dépôts du secteur privé (résidents et non-résidents) ont diminué. Les engagements envers les banques étrangères ont aussi baissé (graphique 1.1.2). L'impact sur les bilans des banques a jusqu'à présent été atténué par les injections de liquidités de la banque centrale et par la hausse des dépôts du secteur public. Les banques cherchent de manière préventive à obtenir des financements supplémentaires à long terme pour leurs activités.

L'impact économique dans le reste de la région, y compris dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), semble avoir été modéré jusqu'à présent. Les exportations du Qatar vers ces pays ont été plus ou moins maintenues, y compris des volumes élevés de gaz pour les Émirats arabes unis et Oman. Les réactions sur les marchés financiers des pays du CCG ont été négligeables aussi, les répercussions initiales s'étant rapidement dissipées. À plus long terme, une crise prolongée pourrait ralentir l'intégration au sein du CCG et entraîner une érosion plus large de la confiance, ce qui

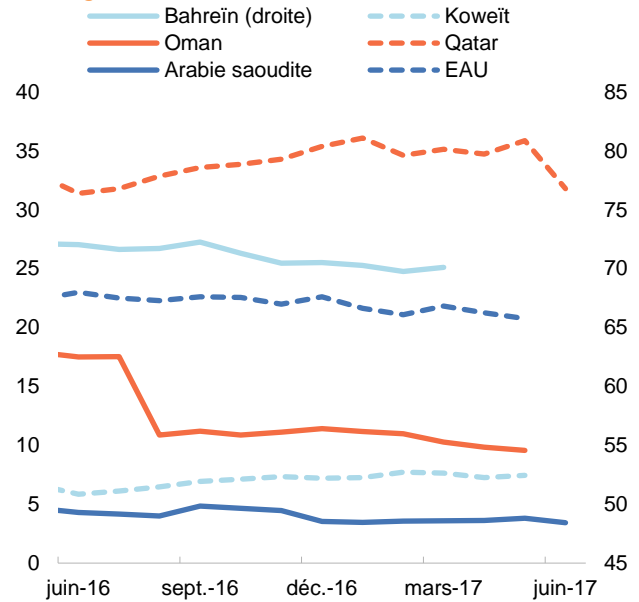
pèserait sur l'investissement et la croissance, et accroîtrait les coûts de financement au Qatar et peut-être dans les autres pays du CCG.

Graphique 1.1.1
Exportations et réexportations vers le Qatar, 2016¹
 (Milliards de dollars)



Sources : Nations Unies, Comtrade; calculs des services du FMI.
 Note : EAU = Émirats arabes unis.
¹Les données du Koweït et de l'Arabie saoudite se rapportent à 2015.

Graphique 1.1.2
Recours des banques du CCG au financement étranger (Engagements étrangers/totaux, en pourcentage)



Source : autorités nationales.
 Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe; EAU = Émirats arabes unis; droite = échelle de droite.

¹Rédigé par Olumuyiwa Adedeji, Mohammed El Qorchi, Stéphane Roudet et Sohaib Shahid, avec l'aide de Brian Hiland.

Bibliographie

Adler G., R. Duval, D. Furceri, S. Kiliç Çelik, K. Koloskova, and M. Poplawski-Ribeiro. 2017. “Gone with the Headwinds: Global Productivity.” IMF Staff Discussion Note 17/04, International Monetary Fund, Washington DC.

International Monetary Fund (IMF). 2014. “Sovereign Asset-Liability Management—Guidance For Resource-Rich Economies.” Washington, DC. <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2014/061014.pdf>.

———. 2016a. “Diversifying Government Revenue in the GCC: Next Steps.” Paper presented at the Annual Meeting of GCC Ministers of Finance and Central Bank Governors, Riyadh, Saudi Arabia, October 26.

———. 2016b. “More Bang for the Buck in the GCC: Structural Reform Priorities to Power Growth in a Low Price Environment.” Paper presented at the Annual Meeting of GCC Ministers of Finance and Central Bank Governors, Riyadh, Saudi Arabia, October 26.

———. 2017. “If Not Now, When? Energy Price Reform in Arab Countries.” Paper presented at the Annual Meeting of Arab Ministers of Finance, Rabat, Morocco, April 18–19.

Mitra, P., A. Hosny, G. Minasyan, G. Abajyan, and M. Fischer. 2016. “Avoiding the New Mediocre: Raising Potential Growth in the Middle East and Central Asia.” Middle East and Central Asia Departmental Paper 16/1, International Monetary Fund, Washington, DC.

Sommer, M., G. Auclair, A. Fouejieu, I. Lukonga, S. Quayyum, A. Sadeghi, G. Shbaikat, A. Tiffin, J. Trevino, and B. Versailles. 2016. “Learning to Live with Cheaper Oil.” Middle East and Central Asia Departmental Paper 16/3, International Monetary Fund, Washington, DC.

Tamirisa, N., G. Agou, C. Duenwald, T. Mirzoev, B. Nandwa, G. Pierre, T. Kass-Hanna, and K. Dybczak. Forthcoming. “Protecting and Promoting Inclusive Growth and Fiscal Sustainability through the Public Wage Bill in the Middle East and Central Asia Region.” International Monetary Fund, Washington, DC.

World Bank. 2017. *Doing Business Indicators*. Washington, DC.

**Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP :
principaux indicateurs économiques**

	Moyenne				Projections	
	2000–13	2014	2015	2016	2017	2018
Croissance du PIB réel	5,1	2,6	2,1	5,6	1,7	3,0
<i>(Variation annuelle; en pourcentage)</i>						
Algérie	3,7	3,8	3,7	3,3	1,5	0,8
Bahreïn	5,1	4,4	2,9	3,0	2,5	1,7
Iran, R.I. d'	3,3	3,2	-1,6	12,5	3,5	3,8
Iraq	...	0,7	4,8	11,0	-0,4	2,9
Koweït	5,1	0,6	2,1	2,5	-2,1	4,1
Libye	4,3	-53,0	-10,3	-3,0	55,1	31,2
Oman	3,8	2,5	4,2	3,0	0,0	3,7
Qatar	11,7	4,0	3,6	2,2	2,5	3,1
Arabie Saoudite	4,2	3,7	4,1	1,7	0,1	1,1
Émirats arabes unis	4,9	3,3	3,8	3,0	1,3	3,4
Yémen ¹	3,1	-0,2	-28,1	-9,8	-2,0	8,5
Hausse des prix à la consommation	7,5	5,8	5,4	4,7	4,4	6,1
<i>(Moyenne de l'année; en pourcentage)</i>						
Algérie	3,8	2,9	4,8	6,4	5,5	4,4
Bahreïn	1,7	2,7	1,8	2,8	0,9	3,5
Iran, R.I. d'	18,2	15,6	11,9	9,0	10,5	10,1
Iraq	15,3	2,2	1,4	0,4	2,0	2,0
Koweït	3,2	3,1	3,7	3,5	2,5	2,7
Libye	5,1	2,4	9,8	27,1	32,8	32,1
Oman	2,7	1,0	0,1	1,1	3,2	3,2
Qatar	4,4	3,4	1,8	2,7	0,9	4,8
Arabie saoudite	2,2	2,7	2,2	3,5	-0,2	5,0
Émirats arabes unis	4,2	2,3	4,1	1,8	2,1	2,9
Yémen ¹	11,5	8,2	39,4	5,0	20,0	29,5
Solde budg. global des adm. publ.	6,2	-1,1	-9,3	-10,6	-5,2	-4,1
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	3,7	-8,0	-15,7	-13,7	-3,5	-1,2
Bahreïn ²	-0,9	-1,6	-18,4	-17,8	-13,2	-11,9
Iran, R.I. d' ³	1,6	-1,1	-1,8	-2,6	-2,2	-2,2
Iraq	...	-5,4	-12,3	-14,1	-5,1	-4,7
Koweït ²	28,8	22,3	5,8	0,3	1,5	1,5
Libye	11,7	-73,8	-126,6	-102,7	-43,0	-23,3
Oman ²	8,6	-1,1	-15,7	-21,6	-13,0	-11,4
Qatar	10,3	15,3	5,6	-3,9	-1,0	0,5
Arabie saoudite	8,0	-3,4	-15,8	-17,2	-8,6	-7,2
Émirats arabes unis ⁴	7,7	1,9	-3,4	-4,1	-3,7	-2,2
Yémen ¹	-3,0	-4,1	-10,6	-13,5	-9,9	-6,6
Solde des transactions courantes	12,9	8,8	-3,5	-3,6	-0,4	-0,2
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	12,5	-4,4	-16,5	-16,5	-13,0	-10,8
Bahreïn	6,4	4,6	-2,4	-4,7	-4,6	-4,2
Iran, R.I. d'	5,0	3,2	2,4	4,1	5,1	5,9
Iraq	...	2,6	-6,5	-8,7	-6,3	-6,7
Koweït	33,3	33,4	3,5	-4,5	-0,6	-1,4
Libye	23,7	-78,4	-52,6	-22,4	1,8	9,8
Oman	8,7	5,8	-15,5	-18,6	-14,3	-13,2
Qatar	20,8	24,0	8,4	-4,9	2,3	1,0
Arabie saoudite	16,8	9,8	-8,7	-4,3	0,6	0,4
Émirats arabes unis	10,3	13,3	4,7	2,4	2,1	2,1
Yémen ¹	0,0	-1,7	-5,5	-5,6	-2,3	-2,4

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : variables déclarées sur la base de l'exercice pour l'Iran (21 mars/20 mars).

¹La projection de 2018 suppose que le conflit prend fin au début de 2018.

²Administration centrale.

³Administration centrale et Fonds national de développement, hors Organisation des subventions ciblées.

⁴Comptes consolidés de l'État fédéral et des émirats Abou Dhabi, Dubaï et Sharjah.